

CIRCONSCRIPTION NANTES-EST

SYNTHESE DU DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE DU 10 JANVIER 2004 A L'ECOLE DES MARSAUDERIES A NANTES

En préambule, des participants regrettent que les A.T.S.E.M. n'aient pas eu l'autorisation de leur hiérarchie pour participer au débat.

Des parents font valoir également qu'ils n'ont pas toujours été consultés sur le choix des questions et qu'ils n'ont pas tous eu le temps de préparer cette rencontre.

Certains participants regrettent que le débat ne porte pas sur la rubrique 1 (les missions de l'école) car, selon eux, les réponses conditionnent celles des autres rubriques.

Les parents tout particulièrement sont heureux de participer à un débat avec les enseignants qui dépasse le cadre habituel du fonctionnement d'une classe ou d'une école.

Le débat s'ouvre sur une citation de Philippe MEIRIEU disant qu'il faut élucider si l'on définit l'école comme une institution ou comme un service, et que la réponse à la question « comment motiver et faire travailler efficacement les élèves » découle notamment de la définition que l'on choisit.

08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Le débat aborde la question 8 au travers de l'incompréhension entre parents et enseignants, alors que les uns et les autres ont intérêt au dialogue, celui-ci étant déterminant pour l'implication de l'enfant.

Les parents les plus impliqués souhaitent savoir « comment ça marche » l'école, la pédagogie. Les enseignants ont le sentiment d'informer beaucoup et d'être toujours sommés de se justifier. Ils demandent qu'on leur fasse confiance et leur laisse exercer leur métier.

L'attitude de consommateur d'un service qu'adopte un nombre toujours plus grand de parents vis-à-vis de l'école empêche un dialogue fructueux pour la motivation au travail scolaire. Pourtant, l'école n'a jamais autant informé qu'aujourd'hui sur son fonctionnement, ses références.

La question est alors de savoir qui, de l'école ou des parents, doit faire l'effort d'aller au-devant de l'autre. On évoque la difficulté des parents d'élèves de milieux défavorisés à dialoguer avec l'école du fait de leur propre vécu scolaire antérieur, du fait aussi d'une détresse sociale qui peut empêcher toute démarche. On se demande s'il convient d'instaurer des rencontres obligatoires.

La difficulté de ce dialogue tient aussi au rôle assigné à l'école, par la société, par les individus. Dans la mesure où le rôle « d'ascenseur social » ne fonctionne plus, il y a perte de crédibilité de l'école aux yeux de la société, donc de certains parents et, par ricochet, de certains enfants.

Si l'on reconnaît qu'à l'entrée à l'école tous les enfants sont motivés pour apprendre, on constate que cette motivation s'émousse chez certains et qu'ils sont toujours plus ou moins 15 % à être en difficulté d'apprentissage.

On se demande s'il convient d'individualiser l'apprentissage ou s'il faut affirmer l'importance de la référence au groupe, l'école devant former de futurs citoyens et étant elle-même une « micro-société ».

Le travail en petits groupes est considéré comme indispensable au repérage et au traitement de la difficulté scolaire, notamment en début d'apprentissage, à l'école maternelle, pour la maîtrise de la langue orale, qui conditionne la réussite des apprentissages ultérieurs.

Or cette organisation exige un encadrement adulte renforcé, qui n'est pas accordé. On a notamment supprimé les aide-éducateurs dont la collaboration permettait des organisations de travail en petits groupes.

On interroge alors la notion de difficulté scolaire. Comment la caractériser ? Qui est compétent pour le faire ? Les RASED sont désignés comme compétents pour diagnostiquer la difficulté et trouver les réponses adaptées. Mais leur manque d'effectif est déploré, de même que leurs principes d'attendre l'accord ou la démarche des parents pour mettre en place une aide spécialisée.

On déplore plus généralement le manque de structure spécialisée pour les élèves en difficulté. On ajoute que ces structures ne doivent pas servir à exclure des élèves mais au contraire à les intégrer en leur donnant des aides importantes.

La P.M.I. et la médecine scolaire sont également habilitées à diagnostiquer les difficultés, à alerter, mais il faut que l'éducation nationale se saisisse de ce partenariat de façon plus constructive. Les enseignants font valoir que leur métier se complexifie considérablement, qu'il exige de leur part une implication professionnelle grandissante, et qu'ils manquent de temps pour en assumer toutes les dimensions, notamment celle du partenariat. L'école a conscience d'être au cœur des contradictions de la société, notamment dans le domaine social, mais de ne pas pouvoir résoudre tous les problèmes à elle seule.

Des parents comprennent mal que les enseignants ne puissent pas eux-mêmes diagnostiquer toutes les difficultés d'apprentissage et y répondre.

Les enseignants expliquent que pour compléter leurs outils d'évaluation ils ont besoin d'interlocuteurs spécialisés ; leur institution confie ce rôle aux RASED sans leur donner les moyens réels de fonctionner.

13 Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Cette question a une dimension sociale : la grande difficulté scolaire est souvent corollée à une difficulté sociale, souvent inscrite dans des quartiers spécifiques. Le renforcement de la mixité sociale dans les quartiers, dans les écoles serait une première réponse au traitement de la difficulté scolaire.

Cette question renvoie également aux missions assignées à l'école : préparer à réussir socialement ou préparer à devenir citoyen ?

On explore l'idée d'une « école des parents » sur le modèle des maisons vertes de F. Dolto, pour faire la médiation entre des parents très démunis et la structure scolaire, ses exigences ; plus largement, un lieu pour permettre aux parents et aux enseignants de débattre du rôle de parent, du travail des enseignants, du rôle de l'école, de la place de chacun.

On fait référence à des expériences en cours dans le domaine socio-culturel, qui visent à mettre en valeur les savoirs et la culture des parents aux yeux de leurs enfants, de façon à créer une médiation vers la reconnaissance et la compréhension des objectifs de l'école.

L'accompagnement scolaire est également envisagé comme une aide au traitement de la difficulté scolaire (discussions autour de la notion d'accompagnement scolaire/aide aux devoirs).

Propositions

1 – Instaurer dans les écoles des personnes-ressources qualifiées pour faire la médiation avec les partenaires sociaux, médicaux, éducatifs, et pour permettre une souplesse d'organisation pédagogique.

2 – Multiplier les lieux-ressources (sur le modèle des « maisons vertes ») pour aider les parents à comprendre leur rôle et à l'assumer, notamment en ce qui concerne le devenir scolaire de leur enfant.